

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EOLIENNES de Clamanges et Villeseneux**

Parc éolien de Clamanges et Villeseneux  
51130 Trécon

Références : D2e 2025-1069  
Code AIOT : 0005704340

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement EOLIENNES de Clamanges et Villeseneux implanté Parc éolien de Clamanges et Villeseneux 51130 Trécon. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des visites périodiques de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIENNES de Clamanges et Villeseneux
- Parc éolien de Clamanges et Villeseneux 51130 Trécon
- Code AIOT : 0005704340

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de CLAMANGES & VILLESENEUX EXTENSION (ou CLAMANGES 2) est constitué de 2 éoliennes (numérotées E7 et E9). Il a été mis en service en février 2015.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.-I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 et 18	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
7	Voies d'accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
8	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Prescriptions aux tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mesure corrective est attendue concernant la mise à jour de la base de données technique des parcs éoliens terrestres (OREOL).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration des données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration des données techniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b>  Les données déclarées sur la base de données technique des parcs éoliens terrestres (OREOL) sont erronées. Le statut "en exploitation" est correct, mais il y est question de 6 éoliennes au lieu de 2.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose que soit demandé à l'exploitant de : - mettre à jour la base de données technique des parcs éoliens terrestres (OREOL) concernant ce parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'acte de cautionnement en cours au moment de la visite expirait le 28 août 2025.

<p>Lors de la visite, l'Inspection a rappelé la nécessité de constituer de nouvelles garanties financières et d'en actualiser le montant.</p> <p>Par courriel du 22 août 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection, la copie du nouvel acte de cautionnement couvrant la période du 29 août 2025 au 28 août 2030. Le montant des garanties a été actualisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Suivi environnemental

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[...]Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports des suivis environnementaux initiaux sur les années 2015 à 2017 puis celui du "suivi à 10 ans" réalisé en 2024 ont été transmis à l'Inspection, ainsi que les preuves de téléversement de ces données brutes sur le site <a href="https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/">https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/</a>. Le mémoire technique daté de 2025 conclut qu' "aucune mesure correctrice ne nécessite d'être mise en place".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Le registre papier des interventions effectuées sur l'éolienne E7 est présent à l'intérieur du pied du mat et renseigné.

L'ensemble des interventions de maintenance est de plus repris dans un tableau de suivi informatisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Contrôles périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 et 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôles périodiques

**Prescription contrôlée :**

art.17 : [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

art.18 :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

« III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »

**Constats :**

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés.

Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. En particulier, un contrôle "à 10 ans" a été effectué les 23 et 30 janvier 2025 sur l'éolienne E7, et les 24 et 30 janvier 2025 sur l'éolienne E9. Le contrôle "à 6 mois" de cette 10ème année d'exploitation a été réalisé le 16 juin 2025.

Un protocole de maintenance et une procédure spécifique au serrage des brides et fixations sont en place. La vérification générale périodique (VGP) complète et annuelle de ces équipements, effectuée le 26 juin 2025 fait ressortir un desserrage des fixations du bac à chaîne avec préconisation de mise à l'arrêt du palan. Une fiche maintenance a immédiatement été déposée sur la plateforme partagée, pour intervention du mainteneur sous contrat. Un suivi a été réalisé concernant cette intervention.

Le dernier contrôle des pales sur les éoliennes E7 et E9 a été effectué le 17 mai 2025. Il est réalisé deux fois par an à l'aide d'un drone.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;

« - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;

« - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

« - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;

« - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

« Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

**Constats :**

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Le Plan de Prévention du parc est mis à jour chaque année. Sa dernière mise à jour date du 31 janvier 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Voies d'accès et abords**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies d'accès et abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les voies d'accès sont carrossables. Les plateformes sont entretenues avec une fréquence de passage établie à 3/an. Le dernier entretien a été effectué en juin 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Accès aux installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Les équipements visités sont maintenus fermés à clé et sont équipés d'alarmes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prescriptions aux tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prescriptions aux tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;



« - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<b>Constats :</b>  Les panneaux rappelant aux tiers les différentes mises en garde ainsi que les numéros d'urgence sont présents au niveau de chaque plateforme. Le numéro affiché est disponible 24h/24.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Aucune non-conformité n'a été constatée. L'intérieur du local du superviseur, les postes de livraison n°1 et n°2, ainsi que le pied du mât de l'éolienne E7 sont propres et libres de tout entreposage. Il en est de même pour la nacelle. En effet, les photos prises par le technicien maintenance monté en nacelle de l'éolienne E7 le jour de la visite permet de le confirmer.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
<b>Constats :</b>  Les extincteurs présents dans les postes de livraison n°1 et n°2 ainsi que les extincteurs en pied de mat et en nacelle de l'éolienne E7, ont notamment été vérifiés respectivement en mai et juin 2025. Ils sont visibles et accessibles. Les photos prises par le technicien maintenance monté en nacelle de l'éolienne E7 le jour de la visite permet d'en attester.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 12 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  La vérification réalisée par sondage a permis de constater que les indications portées sur les bordereaux de suivi des déchets (BSD), permettent la traçabilité des déchets du producteur jusqu'à leur éliminateur final. En particulier, les bordereaux n°20250807-9XYRN5V85 et n°20250210-7B85P2MZ4 concernaient respectivement des déchets codifiés 15.02.02* "matériaux souillés" et 16.02.14* « DEEE en mélange.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite